

**COMITÉ DES FORCES ARMÉES DU SÉNAT**

RAPPORT DU

GÉNÉRAL WILLIAM E. WARD, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

COMMANDANT



COMMANDEMENT MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE POUR  
L'AFRIQUE

DEVANT LE COMITÉ DES FORCES ARMÉES DU SÉNAT

9 mars 2010

**COMITÉ DES FORCES ARMÉES DU SÉNAT**  
**[www.africom.mil](http://www.africom.mil)**



# **COMITÉ DES FORCES ARMÉES DU SÉNAT**

## **- APERÇU DU RAPPORT ÉCRIT**

### **INTRODUCTION**

#### **ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE**

- Nature de l'environnement
- Régions de conflit potentiel et impacts sur la paix et la sécurité
- Défis transnationaux – Extrémisme violent, trafics divers, piraterie
- Santé publique, développement économique et démocratisation
- Le secteur de la sécurité en Afrique

#### **APPROCHE DU COMMANDEMENT MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE POUR L'AFRIQUE**

#### **PROGRAMME ET ACTIVITÉS DU COMMANDEMENT MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE POUR L'AFRIQUE**

- Renforcer la capacité des forces conventionnelles des partenaires
- Soutenir le renforcement de la capacité des forces de sécurité des partenaires
- Renforcer la capacité des forces de base des partenaires
- Encourager des liens stratégiques solides
- Mener une Réforme du secteur de la défense
- Encourager la coopération régionale, la conscience de la situation et l'interopérabilité
- Lutter contre les menaces transnationales et extrémistes
- Contribuer à la stabilité dans les zones actuelles de conflit
- Aborder les conditions qui contribuent à l'instabilité

#### **ACTIVITÉS DES COMPOSANTES ET DES COMMANDEMENTS SUBORDONNÉS**

- « U.S. Army, Afrique » - USARAF (Armée de terre des États-Unis pour l'Afrique)
- « U.S. Naval Forces, Afrique » - NAVAF (Forces navales des États-Unis pour l'Afrique)
- « U.S. Air Forces, Afrique » - AFAFRICA (Armée de l'air des États-Unis pour l'Afrique)
- « U.S. Marine Corps Forces », Afrique - MARFORAF (Corps des « marines » des États-Unis pour l'Afrique)
- Commandement des forces spéciales des États-Unis pour l'Afrique (SOCAFRICA)
- Force militaire combinée pour la Corne d'Afrique (CJTf-HOA)

## **MOYENS À LA DISPOSITION DU COMMANDEMENT : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS**

- Autorités
- Besoins en infrastructure et dispositifs sur le terrain
- Ressources
- Intégration et contribution inter-agences
- Programmes liés à la qualité de la vie

## **CONCLUSION**

## **INTRODUCTION**

En ma qualité de commandant du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique, j'ai l'honneur de présenter au Congrès notre rapport de positionnement pour l'année 2010. Les programmes et les opérations du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique protègent la vie et les intérêts des Américains, en Afrique et dans la patrie, en apportant appui à la sécurité et la stabilité en Afrique et dans les États insulaires qui l'entourent. Nous concentrons notre stratégie et nos efforts à aider les États africains à développer des militaires compétents et professionnels qui obéissent à l'autorité civile, respectent les droits de l'homme et adhèrent au principe de la légalité. Nous aidons nos partenaires africains à renforcer leurs capacités pour lutter contre les menaces transnationales posées par des organisations d'extrémisme violent ; pour endiguer le trafic illicite de personnes, de stupéfiants et d'armes ; pour soutenir les opérations de maintien de la paix et pour faire face aux conséquences de catastrophes humanitaires — qu'elles résultent du fait de l'homme ou qu'elles soient naturelles — qui entraînent des pertes humaines et le déplacement de populations.

Le soutien au développement de militaires professionnels et compétents contribue à une plus grande sécurité et une plus grande stabilité en Afrique — permettant aux États et aux organisations régionales d'Afrique d'encourager la démocratie, de pourvoir à leur défense commune, d'accroître le développement et de mieux servir leurs populations.

Lors de son discours au Ghana en juillet dernier, le Président Obama a réaffirmé l'importance stratégique de l'Afrique pour les États-Unis et pour nos intérêts nationaux. Il avait identifié quatre priorités pour les efforts d'engagement du gouvernement américain :

- Soutenir les démocraties solides et durables et la bonne gouvernance
- Favoriser une croissance et un développement économique durables
- Augmenter l'accès à des services de santé et à une éducation de qualité
- Aider à éviter, diminuer et résoudre les conflits armés

Par le biais d'engagement durable en matière de sécurité avec les militaires africains, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique soutient les intérêts nationaux des États-Unis, les priorités du président et les objectifs de nos partenaires africains —aujourd'hui même et à long terme.

Dans ce rapport, je donne un aperçu de l'environnement stratégique en Afrique, j'explique notre démarche stratégique et je montre comment nos efforts de coopération en matière de sécurité, conçus et exécutés en étroite coordination avec nos diverses agences partenaires, favorisent la stabilité en Afrique en soutien de la politique étrangère et les objectifs nationaux de sécurité des États-Unis.

### **ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE**

Les défis et les possibilités dans la zone de responsabilité (AOR) du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique sont complexes et en constante évolution. Ne mettre en œuvre que des moyens militaires ne suffit pas pour aider nos partenaires à les aborder. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique cherche à faire partie d'un effort coordonné intégrant tous les outils à la disposition de nos partenaires internationaux et de nos agences.

Notre discussion sur l'environnement stratégique en Afrique commence par les préoccupations essentielles du département de la Défense mentionnées par le président : la possibilité de conflit, les menaces transnationales et autres envers la paix et la sécurité. Elle sera suivie d'un aperçu des questions importantes auxquelles font face nos partenaires africains, alors qu'ils cherchent à confronter ces menaces.

### **Nature de l'environnement**

L'Afrique est un continent vaste et divers doté d'une superficie environ trois fois et demie supérieure à celle des États-Unis continentaux. La distance entre le point le plus au nord de l'Afrique à son point le plus au sud est plus ou moins égale à la distance entre New York et Moscou. Elle regroupe cinquante-trois pays, chacun avec sa propre histoire.

L'Afrique a une population totale d'un milliard d'habitants, répartis entre huit cents ethnies parlant quelque mille langues différentes. Les liens ethniques sont solides et la dynamique entre ces derniers influence souvent les politiques nationales. Le taux de croissance de la population africaine est le plus élevé dans le monde. Parmi les quarante pays à travers le monde qui ont les taux de croissance les plus élevés, trente-quatre sont des États africains.

Même si un nombre grandissant d'États africains organisent des élections, nombre des exigences des démocraties libérales durables, telles que le principe de la légalité, la protection des droits de la personne et l'existence d'une société civile active, sont à l'état naissant ou inexistantes. Par ailleurs, dans certains pays qui avaient fait preuve de libéralisation et de démocratisation, des exemples d'autoritarisme émergent de plus en plus.

## **Régions de conflit potentiel et impacts sur la paix et la sécurité**

L'Afrique est toujours confrontée aux effets des conflits largement répandus qui avaient embrasé le continent à la suite des mouvements d'indépendance dans la seconde moitié du siècle dernier. Plusieurs conflits se poursuivent encore aujourd'hui.

Les conséquences de conflits armés en Afrique sont graves. L'Union africaine (AU) estime que l'Afrique abrite le plus grand nombre de personnes déplacées de force, avec près de trois millions de réfugiés et environ 11,6 millions de personnes déplacées dans leur propre pays dans dix-neuf États à travers le continent.

Selon une étude d'Oxfam International sur l'impact économique des conflits armés en 2007, vingt-trois pays africains ont perdu quelque 284 milliards de dollars en revenu entre 1990 et 2005, à la suite de conflit armé. Oxfam a estimé qu'un conflit armé en Afrique diminue de 15 pour cent en moyenne l'économie du pays. Le conflit est un obstacle majeur au développement et à la livraison de services basiques comme la santé et l'éducation.

Aujourd'hui, huit des dix-sept opérations de maintien de la paix ou des missions politiques en cours administrées par les Nations Unies (ONU) se déroulent sur le continent africain. Les huit missions en Afrique regroupent environ 75 pour cent des militaires de l'ONU, de la police et des civils chargés du maintien de la paix déployés dans le monde entier. Le nombre et l'étendue des missions de maintien de la paix pèsent de plus en plus sur les États donateurs et les organisations régionales. Il est donc de notre intérêt d'aider nos partenaires africains à améliorer leurs moyens et à accroître leurs capacités.

Le nombre de conflits violents en Afrique a diminué au cours des dix dernières années, toutefois il est fort possible que les conflits en cours continueront et que d'autres surgiront.

- Au Soudan, le Darfour est encore très peu sûr, la violence s'est accrue dans le Sud et les tensions se poursuivent aux frontières.
- La Somalie est toujours en conflit armé, alors que le Gouvernement fédéral de transition (TFG) se bat contre les extrémistes islamiques violents.
- En dépit de la pression des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF), des éléments dispersés de l'Armée de résistance du seigneur continuent à agir et à commettre des atrocités à l'encontre des populations civiles en République centrafricaine, dans le nord de la République démocratique du Congo (RDC) et dans le sud du Soudan.
- En RDC, des milices locales indépendantes, les insurgés des Forces démocratiques de libération du Rwanda, et des militaires indisciplinés des forces armées congolaises continuent à être des agents de déstabilisation dans la partie Est du pays.

### **Défis transnationaux**

Les menaces à la stabilité ne se manifestent pas toujours sous forme de conflit, mais elles peuvent toutefois avoir une influence destructrice sur le développement d'une bonne gouvernance, d'économies de marché solides et de secteurs de sécurité efficaces. Les régions où le gouvernement est faible fournissent des environnements opérationnels favorisant l'extrémisme violent, la piraterie et le trafic des personnes, des stupéfiants et des armes, ce qui présente des menaces directes pour les États-Unis et nos intérêts à l'étranger.

### Extrémisme violent

L'extrémisme violent d'organisations terroristes transnationales est une source majeure d'instabilité régionale. Au cours de l'an passé, al-Qaeda et des groupes terroristes en Afrique semblent avoir renforcé leur collaboration. Des exécutants d'al-Qaeda sont actifs en Afrique de l'Est, tandis qu'al-Qaeda au Maghreb islamique (AQIM) agit à travers la région trans-saharienne au nord et à l'ouest de l'Afrique. Les chefs d'al-Chabab, basé en Somalie, se sont publiquement alignés sur al-Qaeda, ayant fait des déclarations publiques louant Osama Ben Laden et liant la Somalie aux opérations mondiales d'al-Qaeda. Al-Chabab a également annoncé son soutien à al-Qaeda dans la péninsule arabique (AQAP) au moment même où les activités de l'AQAP augmentaient au Yémen, séparé de la Somalie par le détroit de Bab el-mandeb d'une largeur de 32 kilomètres. Al-Chabab a toujours de nombreux camps d'entraînement au terrorisme en Somalie, avec la participation d'al-Qaeda.

Al-Qaeda et les organisations qui lui sont affiliées ciblent également les États-Unis et nos partenaires européens et africains en Afrique du Nord et au Sahel. Les activités terroristes, les enlèvements, le trafic illicite en tout genre (personnes, armes, stupéfiants) et l'existence d'espaces du Sahel où le gouvernement est pratiquement inexistant contribuent à la vulnérabilité de la région et la rendent sensible aux influences extrémistes.

Les pays du Maghreb, comme l'Algérie et le Maroc, ont des partenariats avec les États-Unis afin de répondre au terrorisme et surveiller la propagation vers l'Ouest d'al-Qaeda et de son réseau. Pourtant, l'amélioration de la sécurité dépend de la coopération régionale et du développement d'économies croissantes et stables afin de réduire les activités de recrutement des organisations d'extrémisme violent.

## Trafic illicite

Le trafic des stupéfiants est un sujet croissant de préoccupation en Afrique. L'Afrique de l'Ouest est une plate-forme de transbordement pour les stupéfiants en provenance d'Amérique latine et à destination principalement des marchés européens. Par ailleurs, les narcotiques venus d'Asie sont transportés à travers l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est en direction de l'Europe. Les effets de déstabilisation et de corruption causés par les trafics de stupéfiants transforment la Guinée-Bissau en État narcotique et facilitent la propagation des réseaux et de l'influence des cartels d'Amérique latine à travers la région. De nombreux pays africains n'ont pas les moyens nécessaires pour faire obstacle à la circulation des stupéfiants, que ce soit par voie terrestre, aérienne ou maritime. Même si nous ne subissons pas directement les conséquences des flux de narcotiques contrairement à nos alliés européens, les États-Unis ont un intérêt direct à contrer les impacts déstabilisants du trafic des stupéfiants sur la sécurité, la stabilité et le développement en Afrique.

Beaucoup d'États africains continuent aussi à être vulnérables au trafic de personnes, que ce soit le travail forcé, la main-d'œuvre enfantine, les enfants soldats ou l'esclavage. Certains pays font des progrès dans la lutte contre le trafic de personnes, toutefois un grand nombre ne possède pas les moyens nécessaires en matière d'application de la loi pour faire face à ce problème.

## Piraterie

Des incidents de piraterie dans la Corne d'Afrique et le golfe d'Aden continuent à attirer l'attention du monde entier. En 2009, les attaques de pirates ont été de plus en plus fréquentes et se sont propagées dans l'ouest de l'océan Indien, à quelque 1.000 milles

nautiques du littoral africain. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique continue à appuyer les opérations de lutte contre la piraterie à l'aide de véhicules aériens sans pilote et d'avions de patrouille maritime basés provisoirement aux Seychelles.

### **Santé publique, développement économique et démocratisation**

Les défis en matière de santé publique, de développement économique et de démocratisation continuent à avoir un impact significatif sur l'environnement sécuritaire en Afrique.

#### Secteur de la santé publique

Les populations d'Afrique sont toujours à haut risque dans le domaine des maladies infectieuses comme la grippe H1N1 en 2009. Le virus de l'immunodéficience humaine/ syndrome de l'immunodéficience acquise (VIH/Sida), la tuberculose et le paludisme sont les principales causes de la mortalité des adultes en Afrique. Nombre de pays africains n'ont pas la capacité ni les moyens de contenir ou de faire baisser la menace que représentent les maladies pandémiques.

Les maladies pandémiques ne sont pas uniquement une question de sécurité humaine, elles posent également un défi à la disponibilité opérationnelle des militaires. Ainsi, certains de nos partenaires africains ont des militaires professionnels et capables. Ils envoient des milliers de soldats aux missions de l'ONU et de l'Union africaine en Somalie, au Soudan, en République démocratique du Congo et ailleurs. Cependant, leur contribution en matière de maintien de la paix serait encore plus importante s'il n'y avait des taux élevés d'infection VIH/Sida parmi leurs forces militaires.

## Développement économique

Avant la crise économique mondiale surgie à la fin de 2008, l'Afrique dans son ensemble, avait enregistré une tendance soutenue de croissance économique pendant dix ans, avec une croissance moyenne du produit national brut annuel supérieure à 5 pour cent. Le prix élevé du pétrole avait permis à quelques pays africains producteurs de réaliser une croissance économique rivalisant celle des pays au taux le plus élevé. Toutefois, les pays dépendant du pétrole et de l'extraction de matières premières étaient vulnérables à la chute des prix. Dans de nombreuses situations, des économies non diversifiées, un taux de chômage élevé et la corruption ont empêché les richesses générées par les ressources naturelles de l'Afrique d'atteindre les segments les plus démunis des sociétés africaines. L'ONU considère que l'Afrique, avec vingt-cinq pays parmi les plus pauvres de la planète, est le continent le plus appauvri dans le monde.

## Démocratisation

Au cours des vingt dernières années, beaucoup de pays d'Afrique se sont rapprochés des processus démocratiques, de la bonne gouvernance et du principe de légalité. En janvier 2009, le Ghana a organisé sa quatrième élection présidentielle en quinze ans, avec équité et transparence. Pour la seconde fois, le parti en place a été remplacé par l'opposition de manière pacifique. En avril 2009, plus de treize millions de Sud-africains se sont rendus aux urnes et ont élu Jacob Zuma, le quatrième président de cet État depuis la fin de l'apartheid. Le Botswana a organisé en octobre 2009 sa dixième élection présidentielle démocratique depuis son indépendance — chiffre record parmi les anciennes colonies de la région sub-saharienne de l'Afrique. Depuis les années 1990,

nombre d'États africains où régnait la dictature se sont également rapprochés de la démocratie.

### **Le secteur de la sécurité en Afrique**

Les pays africains ont constamment exprimé une volonté forte d'assurer leur propre sécurité et de régler ces divers problèmes eux-mêmes, pourtant nombre d'entre eux ne peuvent se prémunir des moyens nécessaires à cet effet sans une aide étrangère. Les défis auxquels ils sont confrontés peuvent être décrits généralement comme suit :

- Les militaires ont souvent été utilisés comme outils par les régimes autoritaires dans le but de protéger leurs chefs et de supprimer l'opposition. Par conséquent, la corruption règne et la population se méfie des militaires.
- La professionnalisation croissante de nombreux militaires africains progresse lentement. Traditionnellement, le développement des composantes maritime et aérienne a accusé un retard par rapport aux composantes terrestres chez la majorité des militaires africains.
- Les retombées de la politique de la Guerre froide ont laissé les pays avec des équipements militaires divers, des tactiques différentes et des doctrines souvent antagonistes. La majorité de ce qui reste est en mauvais état de fonctionnement et très peu adaptée aux problèmes d'aujourd'hui.
- La coopération régionale s'est très nettement améliorée, mais les efforts combinés pour affronter les défis transnationaux sont toutefois limités. Les politiques nationales peuvent mettre un frein à la volonté d'un gouvernement d'agir avec vigueur à l'encontre d'une organisation extrémiste ou d'autres menaces directes.
- La Force d'intervention en attente de l'Union africaine et ses cinq brigades ont fait montre d'un développement constant, mais elles ne possèdent pas encore une capacité de mission complète. Les moyens nécessaires pour favoriser son développement en force autonome de maintien de la paix et d'intervention en cas de crise sont insuffisants. Les capacités nationales en matière du maintien

de la paix sont également insuffisantes, bien que certains pays aient contribué de manière régulière et importante aux missions internationales de maintien de la paix.

## **APPROCHE DU COMMANDEMENT MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS**

### **D'AMÉRIQUE POUR L'AFRIQUE**

Notre démarche est fondée sur l'ensemble de nos intérêts nationaux en matière de sécurité sur le continent, tels que les ont décrit le président et les secrétaires d'État et de la Défense. Les États-Unis et nos partenaires africains ont de vastes intérêts mutuels pour le progrès de la sécurité et la stabilité sur le continent d'Afrique, les États insulaires qui l'entourent et les zones maritimes. Pour favoriser ces intérêts, il faut une approche unifiée intégrant nos efforts à ceux des autres départements et agences du gouvernement américain (USG) et à ceux de nos partenaires africains et internationaux.

Nos programmes et nos activités soutiennent les intérêts nationaux des États-Unis, tout en poursuivant les quatre objectifs axés sur la défense exprimés par nos partenaires africains :

Premièrement, qu'ils aient des forces militaires capables et responsables qui agissent de manière professionnelle et avec intégrité ;

Deuxièmement, que leurs forces soient soutenues et renforcées par des institutions efficaces, légitimes et professionnelles en matière de sécurité ;

Troisièmement, qu'ils aient la capacité d'exercer les moyens nécessaires, au niveau régional comme national, afin de dissuader, d'empêcher et de vaincre les menaces transnationales ;

Quatrièmement, qu'ils aient la capacité nécessaire pour augmenter leur soutien aux efforts internationaux de maintien de la paix.

Favoriser la stabilité soutient la poursuite de ces objectifs et permet à d'autres opportunités de renforcer la réussite.

Notre démarche est subordonnée à l'ensemble des objectifs de la politique générale du gouvernement américain. Nous œuvrons en étroite collaboration avec nos partenaires des différentes agences, tels que le département d'État (DOS) américain et l'Agence américaine pour le développement international (USAID), pour avoir la certitude que nos programmes et nos activités fournissent un soutien direct aux objectifs de la politique étrangère des États-Unis.

Les défis de l'Afrique exigent une vue globale de la sécurité, qui regroupe la défense, les forces du maintien de l'ordre, les douanes et la sécurité aux frontières. Aborder les problèmes liés à la défense doit se faire de concert avec les autres projets relatifs à la sécurité du gouvernement américain et des partenaires, afin de renforcer l'unité de l'effort.

Nos activités doivent fournir des avantages immédiats et aider nos partenaires à se rapprocher de leurs buts à long terme. Notre mission est un « engagement durable envers la sécurité », fournissant des programmes et des activités qui construisent pour l'avenir et renforcent la réussite.

La coopération régionale est essentielle, qu'il s'agisse de pays voisins qui œuvrent ensemble contre les menaces, ou qu'il s'agisse d'efforts à l'échelle de la région pour établir des réseaux de sécurité communs, comme l'architecture de sécurité coopérative de l'Union africaine. Notre démarche privilégie les intérêts mutuels, encourageant

l'interopérabilité et la conscience commune de la situation, renforçant la capacité axée sur la région et améliorant les liens construits sur la confiance et la coopération. Plus les pays africains œuvrent en collaboration, plus le continent aura des chances de parvenir à une stabilité durable.

Ces objectifs soutiennent nos intérêts nationaux liés à la sécurité. Accroître la capacité des partenaires africains à identifier et à empêcher les menaces émanant du continent rend les États-Unis plus sécuritaires. Améliorer la capacité des forces africaines à répondre aux menaces à la paix et à la stabilité sur le continent permet aux États-Unis d'affecter les forces américaines à d'autres opérations. Le développement de forces militaires capables et professionnelles peut appuyer les efforts visant à consolider les principes démocratiques et la bonne gouvernance en favorisant la transparence chez les militaires et en les responsabilisant. Sur le plan historique, ils ont été l'une des institutions les plus importantes dans les sociétés africaines modernes.

## **PROGRAMMES ET ACTIVITÉS DU COMMANDEMENT MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE POUR L'AFRIQUE**

Les programmes et les activités du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique soutiennent le développement de forces militaires partenaires capables et professionnelles. Ils sont intégrés et coordonnés avec le département d'État, les Chefs de missions américains et nos partenaires internationaux. Le Commandement pour l'Afrique mène plusieurs catégories d'activités en soutien de nos quatre principaux objectifs et pour répondre aux défis actuels en matière de sécurité menaçant la stabilité. Les principaux objectifs de nos activités peuvent être catégorisés comme suit :

- Renforcer la capacité des forces conventionnelles des partenaires
- Soutenir le renforcement de la capacité des forces de sécurité des partenaires
- Renforcer la capacité des forces de base des partenaires
- Encourager des liens stratégiques solides
- Mener une Réforme du secteur de la défense
- Encourager la coopération régionale, la conscience de la situation et l'interopérabilité
- Lutter contre les menaces transnationales et extrémistes
- Contribuer à la stabilité dans les zones actuelles de conflit
- Aborder les conditions qui contribuent à l'instabilité

### **Renforcer la capacité des forces conventionnelles des partenaires**

Les soldats, les marins, les membres de l'armée de l'air et les « marines » des États-Unis sont de fantastiques instructeurs de formation et illustrent de manière exemplaire le professionnalisme militaire et nos valeurs nationales essentielles. La formation et les exercices qu'ils mènent encouragent le développement des capacités en matière de sécurité de nos partenaires et inculquent l'éthos professionnel parmi les éléments militaires africains. Qui plus est, la majorité de ces activités peuvent être exécutées par un petit nombre de forces américaines. Voici quelques exemples de nos récentes activités :

#### « NATURAL FIRE », Ouganda

En octobre 2009, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique, en collaboration avec l'«U.S. Army Afrique » (USARAF) en tant que composante dirigeante, a réuni plus de mille deux cents soldats et civils en provenance de six pays pour l'exercice « NATURAL FIRE 10 » en Ouganda. L'exercice a amélioré

l'interopérabilité et a aidé à renforcer la capacité des partenaires africains pour répondre à des urgences humanitaires complexes. La région s'était exercée ensemble à des plans de mesures d'urgence afin de répondre à une menace de pandémie grippale affectant la santé publique. Environ cinq cent cinquante militaires américains et six cent cinquante soldats du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de Tanzanie et de l'Ouganda y ont participé.

#### Base de partenariat pour l'Afrique

La Base de partenariat pour l'Afrique (APS) est la principale initiative d'engagement en matière de sécurité maritime du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique et fait désormais autorité. En coopération avec les États partenaires et des organisations non gouvernementales (ONG), l'APS renforce les moyens relatifs à la sécurité maritime chez nos partenaires en utilisant des plates-formes de formation en mer afin de fournir une présence régionale sans surprise, avec une empreinte minimale à terre. Notre formation et notre aide portent sur le renforcement des quatre piliers du développement du secteur maritime : une force de sécurité maritime compétente et professionnelle ; une infrastructure sûre pour soutenir les opérations maritimes ; une sensibilisation au domaine maritime ; et la capacité d'intervention maritime. Nos partenaires africains considèrent que l'APS est une initiative maritime réussie et y participent avec enthousiasme.

De janvier à mai 2009, le Commandement a fait appel à l'USS NASHVILLE en soutien de l'APS. Avec des représentants de neuf pays européens alliés, dix États africains et du Brésil, l'APS a doublé le nombre de partenaires participant à la planification et à l'exécution, comparé aux engagements précédents. L'APS a organisé dix engagements dans sept pays — au Sénégal, au Liberia, au Ghana, au Nigeria, au

Cameroun, à Sao Tome et Principe et au Gabon. Des « U.S. Marines » et leurs homologues espagnols et portugais ont mené des événements de coopération en matière de sécurité avec plus de huit cents militaires professionnels au Sénégal, au Liberia, au Ghana, au Nigeria, au Cameroun et au Gabon. Plus de mille sept cent cinquante professionnels africains ont participé à soixante-quatre ateliers et séminaires.

Le succès et l'efficacité de nos engagements ont fait leur preuve lorsque la marine du Bénin est montée à bord d'un pétrolier qui avait été piraté, et l'a libéré sans aucune perte humaine. L'APS au Bénin a considérablement favorisé l'apprentissage à cette mission. La marine béninoise avait participé aux instructions de l'APS portant sur la visite à bord, l'abordage, la recherche et la saisie, les opérations de petites embarcations, l'antiterrorisme et les forces de protection, et l'utilisation d'un système d'information automatisé (AIS) qui avait été installé pendant leur formation. La marine du Bénin s'était servi des outils de sensibilisation au domaine maritime fournis par l'APS afin de guider un de ses navires venant en aide au pétrolier, ce qui a permis à sa marine d'agir contre une menace touchant les intérêts du Bénin, des États-Unis et de la communauté internationale.

Les « U.S. Naval Forces, Afrique » (NAVAF) développent plus avant le succès de l'APS en Afrique de l'Ouest en menant des activités similaires en Afrique de l'Est. L'APS Est œuvrera pour renforcer les capacités de nos partenaires africains dans le domaine des opérations de petites embarcations. Nos partenaires incluent le Kenya, le Mozambique, les Seychelles, l'île Maurice et la Tanzanie. Les activités de l'USS BRADLEY et de l'USS ARLEIGH BURKE en 2009 ont servi de déploiement pilote pour l'APS Est et ont fait de grands progrès en Afrique australe et de l'Est. Par ailleurs, la Force militaire combinée

pour la Corne d'Afrique (CJTF-HOA) a établi un centre d'excellence maritime à Mombasa au Kenya, pour donner une formation maritime au profit des États africains. Le département d'État et le département de la Défense ont tous deux approuvé un programme au titre de la Section 1206 (Décret d'autorisation de la Défense nationale pour l'exercice budgétaire 2006) visant à fournir des petites embarcations, un système d'information automatisé (AIS) et des radars de veille de surface à Djibouti, au Mozambique, au Kenya, à la Tanzanie, aux Seychelles, à l'île Maurice et aux Comores. Ce dernier effort permettra d'établir les moyens nécessaires à une surveillance basique tout le long du littoral d'Afrique de l'Est. Nous prévoyons de maintenir et de compléter ce système par le biais du Financement militaire à l'étranger (FMF).

#### «AFRICAN LION », Maroc

L'«AFRICAN LION » est un exercice annuel en collaboration avec le Maroc, un allié régional clé et un actif contributeur aux opérations internationales du maintien de la paix. Les « U.S. Marine Corps Forces, Afrique » (MARFORAF) sont une composante dirigeante de l'exercice qui privilégie l'interopérabilité entre les États-Unis et le Maroc, l'entraînement des armées combinées de terre et de l'air, la formation du personnel, la formation des opérations de maintien de la paix (OMP), la formation d'intervention médicale et en cas de catastrophe, la formation concernant les affaires publiques, ainsi que les opérations d'aide civique humanitaire. L'an dernier pendant l'« AFRICAN LION 09 », des équipes médicales ont organisé une aide civique humanitaire dans cinq villages, traitant plus de dix-sept mille Marocains et plus de neuf mille cinq cents animaux d'élevage. De nombreux projets de construction liés à l'exercice dans le cadre des années budgétaires (FY) 2010-2012 devraient améliorer la portée de la formation, l'accès

stratégique et la livraison de support logistique en soutien de l'« AFRICAN LION ». Les « U.S Air Forces Afrique » (AFAFRICA) mèneront cette participation à l'« AFRICAN LION » par le biais de la Base de partenariat pour l'Afrique, en collaboration avec l'escadre aérienne de la Garde nationale de l'Utah qui fournira des navires-citernes ravitailleurs KC-135 et du personnel.

#### Établir des corps de sous-officiers (NCO) efficaces

Plusieurs États d'Afrique ont des corps de sous-officiers très peu développés qui, dans certains cas, peuvent être influencés par la corruption. Nos partenaires africains reconnaissent que des sous-officiers efficaces sont indispensables au développement d'unités capables et durables, contribuant de ce fait à la stabilité et la sécurité générales. Ils ont pris langue avec nous pour demander notre appui. En aidant les partenaires à renforcer leur corps de sous-officiers, nous avons l'occasion d'inculquer les qualités et les marques de caractère qui leur permettront de se former et de guider leur propre développement dans ce domaine.

#### Financement militaire à l'étranger (FMF) et ventes militaires à l'étranger (FMS)

Le manque d'équipement utilisable — de l'équipement militaire individuel aux véhicules et autres systèmes majeurs — est un défi particulier auquel sont confrontés nombre de nos partenaires. Le financement militaire (FMF) et les ventes militaires à l'étranger (FMS) sont deux programmes que nous utilisons pour parer à ces lacunes. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique œuvre avec les équipes de pays américaines pour développer et mettre en œuvre les programmes FMF afin de fournir des

systèmes qui augmentent l'interopérabilité entre les partenaires africains, les alliés internationaux et les États-Unis. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique fait appel au Programme des équipements de défense en excédant au titre du FMS pour procurer des camions, des équipements personnels et des uniformes aux soldats en soutien du déploiement de bataillons de maintien de la paix au Darfour, en Somalie et au Liberia.

### **Soutenir le renforcement de la capacité des forces de sécurité des partenaires**

Établir de manière permanente la sécurité et la stabilité en Afrique nécessite plus que les contributions aux militaires. La sécurité est une fonction globale qui inclut des éléments non militaires tels que les forces du maintien de l'ordre, les patrouilles aux frontières, les douanes et le système judiciaire. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique œuvre en étroite collaboration avec les départements et les agences du gouvernement américain (USG) afin de garantir que nous menons nos opérations de façon aussi homogène que possible.

### **Partenariat d'application du droit maritime africain (AMLEP)**

L'AMLEP est un programme de coopération en matière d'application du droit maritime en collaboration avec le département américain de la « Homeland Security ». Les « U.S. Coast Guard » et des détachement du maintien de l'ordre (LEDET) du pays d'accueil s'embarquent à bord de navires américains et de vaisseaux et embarcations de maintien de l'ordre du pays d'accueil afin de former l'équipage en lui fournissant les

autorisations et les capacités nécessaires pour mener des abordages, des recherches et des saisies dans la zone économique exclusive (EEZ) du pays africain participant.

Des opérations d'AMLEP ont été menées avec le Sénégal, le Maroc, la Sierra Leone et le Cap Vert, avec le soutien du département de la Défense américain, des Forces aériennes de la marine française et du Corps des Garde-côtes américain. Nos opérations collectives ont accompli les faits suivants : la formation en matière d'application du droit maritime et d'opérations de petites embarcations à l'intention du personnel de détachements du maintien de l'ordre ; l'intégration des capacités des avions de patrouille maritime française ; et des abordages d'embarcations menés par l'équipe de détachements du maintien de l'ordre du pays concerné.

Le point fort de notre engagement a eu lieu en août, lorsque l'escadre maritime des Forces armées de Sierra Leone a détenu le YU FENG 102, un navire de pêche taiwanais de 750 tonnes, qui pêchait illégalement dans la zone économique exclusive de Sierra Leone. Les onze membres d'équipage du YU FENG ont été déportés vers Taiwan et le Feng a été saisi par le gouvernement de Sierra Leone. Les forces de Sierra Leone ont prouvé à nouveau qu'elles étaient résolues et capables en saisissant quatre autres bateaux en infraction des lois de Sierra Leone, durant des opérations d'AMLEP en décembre.

### Évaluations du secteur de la sécurité

L'évaluation intégrée et harmonisée des conditions spécifiques d'un pays partenaire permet d'organiser des activités efficaces et coordonnées. L'an passé, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique a participé à des évaluations du secteur de la sécurité menées par le département d'État au Sénégal, en Guinée-Bissau, au Ghana, au Togo, en Sierra Leone, au Liberia, au Cap Vert et en

Mozambique. La planification entre les diverses agences qui en a résulté garantira que nos engagements militaires avec ces pays sont en phase avec les objectifs des directives et renforcent mutuellement les activités des autres départements et agences du gouvernement américain.

### **Renforcer la capacité des forces de base des partenaires**

Des moyens tels que la logistique, le renseignement, les communications et les capacités de déminage jouent un rôle essentiel chez les militaires américains et facilitent notre capacité à soutenir des opérations indépendamment. Le développement de moyens similaires ou de capacités de base chez les États africains peut aider à réduire leur dépendance de l'aide étrangère quand ils mènent des opérations militaires. Nombre de nos activités de renforcement des capacités dans ce domaine ont une valeur ajoutée immense, alors qu'elles n'exigent qu'un engagement minimal de personnel américain.

### Renforcer la capacité en matière de logistique

Nos partenaires africains reconnaissent l'importance de la logistique et ont tiré profit de plusieurs événements de formation et symposiums du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique dans ce domaine. Ainsi des spécialistes de l' « U.S. MARFORAF » ont fourni un soutien logistique essentiel et des conseils aux Forces armées de la République de Sierra Leone pour le conditionnement et le chargement à bord d'un navire de l'ONU en préparation de leur premier déploiement dans le cadre de la mission conjointe de l'ONU et de l'Union africaine au Darfour (UNAMID).

*L'Équipe de partenariat d'aide au déploiement pour l'Afrique (ADAPT) développe les capacités africaines en matière de logistique militaire pour la gestion et le soutien des*

opérations de maintien de la paix. La formation ADAPT fournie par les composantes de l'armée de terre et des forces aériennes du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique a permis à la Force de défense du Rwanda de charger et de déployer des véhicules, de l'équipement et des fournitures en soutien de l'UNAMID. L'ADAPT a également permis à la Force de défense du peuple ougandais de qualifier des soldats ougandais pour le chargement d'équipement à bord d'avions militaires américains (C-130 et C-17), renforçant ainsi leurs capacités à soutenir les opérations de maintien de la paix et d'intervention en cas de catastrophes faisant appel à des avions de transports américains ou onusiens. Ces soldats pourront aussi participer en qualité de co-instructeurs à d'autres activités de l'ADAPT dans l'avenir. Des activités de l'ADAPT sont prévues au Nigeria et en Tanzanie en 2010.

En 2009, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique a organisé le premier symposium du *Partenariat pour la logistique, les opérations et les tactiques intégrées (PILOT)* avec vingt-cinq participants africains. Le PILOT est un séminaire de niveau opérationnel, conçu et financé par le biais d'un partenariat avec le ministère de la Défense canadien, le Centre Pearson pour le maintien de la paix du Canada. Le PILOT privilégie une bonne connaissance des aspects juridiques et éthiques du maintien de la paix ; les rôles, les missions et les fonctions de l'Union africaine et de l'ONU dans le cadre du maintien de la paix ; la planification du personnel logistique prévu pour les OMP ; la planification des Opérations réception, stationnement, mouvement et intégration ; la planification et l'exécution du déploiement de la force ; et un aperçu du processus de planification opérationnelle conjointe.

Renforcer la capacité du renseignement

Le renseignement militaire représente une capacité essentielle pour tous les militaires professionnels. L'aptitude à collecter, analyser et faire une synthèse des informations est indispensable à l'élaboration de programmes militaires efficaces.

*Le Programme d'engagement et de coopération en matière de sécurité du renseignement (ISCE)* du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique cherche à développer une capacité durable dans le domaine du renseignement militaire chez les États partenaires et les organisations régionales concernés. L'ISCE développe et met en place une doctrine et des procédures communes relatives au renseignement militaire. Elle met l'accent sur le principe de légalité, sur le respect des droits de l'homme et sur l'autorité civile dans le but de faire oublier les mauvais souvenirs laissés par de nombreux services de renseignement et de sécurité africains au cours de leur histoire. Les activités du programme incluent des séminaires de familiarisation ; des visites d'officiers du renseignement de haut niveau ; des conférences du directeur du renseignement militaire ; des tables rondes d'échanges et d'analyses ; et une série de cours de formation sur le renseignement à l'intention des officiers et des sous-officiers.

*Le Cours élémentaire du renseignement militaire pour officier - Afrique (MIBOC-A)* est proposé aux officiers subalternes, provenant essentiellement du nord et de l'est de l'Afrique. Outre le fait d'enseigner les techniques professionnelles de renseignement, ce cours favorise également des liens entre les communautés du renseignement, encourageant ainsi une plus grande collaboration pour l'avenir. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique a organisé deux cours de MIBOC-A jusqu'à présent, l'un pendant l'exercice budgétaire 2009 et l'autre en 2010.

## Développer des systèmes de communication

Une façon de favoriser la coopération régionale est de mettre en place des moyens permettant aux partenaires militaires de communiquer entre eux de manière fiable et efficace. Toutefois l'infrastructure des communications étant très peu développée en Afrique, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique met sur pied des programmes qui améliorent l'architecture des communications parmi les chefs militaires africains.

L'initiative des Systèmes de commandement, contrôle, communication et information de l'Union africaine (UA) est un effort visant à permettre à l'UA de commander et de contrôler sa force en attente. La première phase de cette initiative a été franchie lors de la coupure du ruban symbolique à l'inauguration récente du Centre des opérations de soutien à la paix de l'UA. L'initiative se poursuivra avec l'établissement de nœuds de commande et de contrôle similaires au quartier général de la Brigade en attente, dans les cellules de planification et les cellules de logistique. Elle se poursuit également avec la connectivité dans le cadre de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Nous donnons également notre appui à deux autres initiatives régionales. Le système d'échange d'informations régionales de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) fournit des postes de travail, l'accès à Internet et des services téléphoniques aux hauts responsables de la défense dans onze pays de la CEDEAO. Le système sera étendu prochainement à treize pays. Par ailleurs, l'Initiative multinationale d'échange d'informations vient de commencer et fournira des capacités

mobiles semblables aux pays de l'opération « Enduring Freedom-Trans Sahara » (OEF-TS) dans les trois prochaines années.

### Renforcer la capacité de déminage

Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique mène des missions de « Formation des instructeurs » pour l'*Action de déminage humanitaire* afin de consolider les capacités de déminage de nos partenaires et de soutenir des efforts américains et internationaux plus vastes dans le but d'éliminer les mines et autres explosifs, vestiges de guerre. Nous avons lancé des programmes au Kenya, au Burundi, en Mozambique et en Namibie en 2009, et nous étendrons les programmes d'action contre les mines à la République démocratique du Congo, au Sénégal et au Tchad en 2010. Nous œuvrons également avec l'Ouganda pour développer des capacités anti-mines au profit des responsables du maintien de la paix ougandais déployés auprès de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

### Programmes spéciaux concernant l'effectif

Les efforts visant à obtenir des forces capables et responsables concernent des mécanismes permettant au leadership militaire des partenaires d'établir des normes de conduite et de disponibilité opérationnelle, et de les appliquer. Ces mécanismes doivent être transparents de manière à garantir un traitement égal, l'équité et des anticipations communes. Grâce à des conseils et des échanges d'informations, notre Inspecteur général, l'Aumônier, le Conseiller juridique, le Chef des services de santé, les Relations publiques et d'autres éléments spécialisés du personnel travaillent en étroite collaboration avec les

pays afin de renforcer la capacité dans ces domaines dans le but de soutenir l'amélioration du statut des militaires vis-à-vis de leur gouvernement et du peuple.

### **Renforcer des liens stratégiques solides**

Des liens stratégiques solides sont des catalyseurs importants pour consolider les atouts positifs résultant de nos activités de renforcement des capacités. Ils encouragent nos partenaires à mieux s'approprier les capacités nouvellement acquises. Ils permettent facilement de conforter le succès par le biais d'activité de suivi, et d'ouvrir des liens de communication qui favorisent les nouvelles exigences ou les exigences en évolution. Ils encouragent également le dialogue avec d'autres partenaires.

### Programme de partenariat entre États de la Garde nationale

Le Programme de partenariat entre États est un excellent outil qui favorise des engagements très variés entre militaires et militaires, militaires et civils, et civils et civils, en faisant appel à la capacité de la Garde nationale et d'États américains. Par le biais de ce programme, huit partenariats entre États africains et États américains existent à ce jour : Tunisie - Wyoming; Maroc - Utah ; Ghana - Dakota du Nord ; Afrique du Sud - New York; Nigeria - Californie ; Sénégal - Vermont ; Liberia -Michigan ; et Botswana - Caroline du Nord.

Les avantages de ce programme recueillis l'an passé ont été nombreux et impressionnants. En Tunisie par exemple, la Garde du Wyoming a aidé le gouvernement tunisien à intégrer un radar de surveillance au sol à ses opérations de patrouille des frontières. En Afrique de l'Ouest, la composante de l'« Air Force » du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique, « U.S. Air Forces Afrique »

(AFAFRICA), s'est associée à l'adjoint au sous-secrétaire de l'« Air Force » pour les affaires internationales, l'escadre aérienne de la Garde nationale du Tennessee et le Centre de logistique de la base aérienne de Warner-Robins, dans le but de coordonner des efforts de militaires à militaires visant à rénover le premier des quatre avions C-130 que possèdent les Nigériens. Au Botswana, l'escadre aérienne de la Garde de Caroline du Nord a démontré les capacités de son système aéroporté de lutte contre les incendies, un événement très important au Botswana en raison des nombreux incendies annuels qui détruisent le parc naturel et l'habitat d'une des plus importantes ressources nationales du pays — sa faune.

Le Programme de partenariat entre États organise des programmes et des activités qui consolident des capacités diverses de nos partenaires africains. Les liens familiaux qu'il renforce sont un énorme atout à nos efforts. Ce programme est très précieux pour le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique et nous espérons vivement l'étendre, puisque nos partenaires africains souhaitent une plus grande participation. Je vous demande instamment de bien vouloir continuer à apporter votre soutien.

#### Éducation et formation militaires internationales (IMET) et l'IMET élargies (E-IMET)

Professionaliser les militaires et renforcer la valeur démocratique de l'autorité civile élue figurent parmi les bénéfices apportés par les programmes IMET et E-IMET sous la direction du département d'État. Ce sont les programmes d'aide militaire les plus utilisés dans la zone de responsabilité du Commandement militaire des États-Unis

d'Amérique pour l'Afrique. Quelque neuf cents étudiants militaires et civils de quarante-quatre États d'Afrique ont reçu une éducation et une formation aux États-Unis ou dans leur propre pays, dont le coût est estimé à 19,8 millions de dollars. De nombreux officiers et engagés volontaires titulaires de diplômes IMET poursuivent leur carrière à des postes clés auprès des militaires et des gouvernements africains. Les liens établis dans l'environnement des études contribuent de manière directe à des relations militaires bilatérales plus solides entre les États-Unis et les pays partenaires.

L'IMET a financé des séminaires régionaux avec des Équipes d'éducation militaires (MET) de l'Institut de la Défense pour les études juridiques internationales « Defense Institute for International Legal Studies » au Tchad, au Cameroun, en RDC, à l'île Maurice et en Sierra Leone, et a également appuyé une MET du Centre pour les relations militaires et civiles pour le Cameroun, les Comores, la RDC, l'île Maurice et la Guinée-Bissau. Un soutien durable à des programmes IMET et E-IMET représente un investissement dans notre avenir et appuie directement les intérêts et les relations à long terme en Afrique. Ils figurent parmi nos programmes les plus demandés et les plus productifs.

#### Programmes d'engagement de militaires à militaires

Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique fait appel à des programmes de militaires à militaires pour renforcer les relations clés et familiariser nos partenaires aux techniques, aux tactiques et aux procédures des militaires américains qu'ils peuvent employer pour répondre à un large éventail de défis en matière de sécurité, notamment pour mener des opérations de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme. Les programmes de militaires à militaires aident également les partenaires à

améliorer les procédures de déploiement, les systèmes de logistique, les opérations de maintenance, la protection de la force et le déroulement de leur propre formation. Lors de l'exercice budgétaire 2004, première année du programme, moins de 500.000 dollars avaient été dépensés pour les programmes de militaires à militaires en Afrique.

Aujourd'hui, ce programme est la clé de voûte des activités d'engagements du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique, avec une allocation de 6,3 millions de dollars et quatre cent trente-et-un événements planifiés dans quarante pays pour l'exercice budgétaire 2010. C'est un investissement relativement peu important qui produit des dividendes substantiels.

### **Mener une réforme du système de la défense**

Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique est un contributeur clé au développement à long terme de forces de défense professionnelles dans le cadre des efforts plus vastes de la réforme du secteur de la sécurité menés par le département d'État.

### Liberia

Pour consolider les avantages remportés dans le cadre du programme de la Réforme du secteur de la sécurité du département d'État, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique a lancé un programme sur cinq ans visant à conseiller et guider le personnel du quartier général des Forces armées du Libéria (AFL) et de la 23<sup>e</sup> Brigade du Liberia. Nous avons cinquante-six conseillers et guides militaires présents au Liberia pour continuer le développement professionnel de l'AFL.

L'ONWARD LIBERTY est l'une de trois voies poursuivies dans le cadre de notre

programme très important de la Réforme du secteur de la défense au Liberia. Par ailleurs, nous œuvrons avec le Corps des Garde-côtes des États-Unis pour aider l'AFL à rétablir une capacité similaire à celle des gardes-côtes. Nous collaborons également avec le Bureau du secrétaire de la Défense dans le but de conseiller et guider le ministère de la Défense libérien.

### République démocratique du Congo

À la demande du département d'État et de la RDC, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique forme et équipe un bataillon des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) en soutien des objectifs et des priorités du gouvernement américain établis par la Secrétaire d'État Clinton lors de sa visite en RDC en août 2009. Nous aiderons les FARDC à: 1) améliorer leur capacité à diriger, gérer et soutenir leurs forces ; 2) rehausser leur capacité à enquêter et à poursuivre leur personnel coupable d'infractions aux droits de l'homme et autres crimes ; et 3) réduire la violence sexuelle et sexiste (SGBV) exercée par les militaires.

Le troisième objectif, diminuer la SGBV, est important pour aider à guérir les vieilles blessures infligées par des conflits antérieurs en RDC. Nous œuvrons en étroite collaboration avec l'équipe locale et l'Agence américaine pour le développement international (USAID) afin de déterminer les circonstances favorables pour venir en aide à des victimes de la SGBV. Nous cherchons à garantir un financement afin de terminer la construction d'une maternité dans la capitale Kinshasa. Cette clinique prodiguera aussi des conseils aux victimes de la violence sexuelle et sexiste et effectuera des réparations de fistule. Concernant la province du sud-Kivu, nous recherchons des fonds pour deux projets : la construction d'une école primaire pour des élèves orphelins du sida ou des

victimes et des enfants de la SGBV ; et un hôpital de référence à Wolungu desservant une importante population rurale qui comprend des victimes de la violence sexuelle et sexiste.

## **Encourager la coopération régionale, la conscience de la situation et l'interopérabilité**

L'esprit de coopération s'affirme dans les pays africains. Au cours des deux dernières années, la participation des pays africains à nombre de nos activités régionales s'est amplifiée de manière continue. Toutes nos activités cherchent à capitaliser sur cet esprit en rassemblant des partenaires afin qu'ils mettent au point des solutions collaboratives pour résoudre leurs défis communs en matière de sécurité. Les activités décrites ci-dessous sont remarquables parce qu'elles privilégient l'interopérabilité.

### Exercice « AFRICA ENDEAVOR »

L'« AFRICA ENDEAVOR » est notre principal exercice d'interopérabilité des capacités de communication faisant intervenir un grand nombre de pays partenaires, et il continue à prendre de l'ampleur. L'exercice « AFRICA ENDEAVOR 09 » qui s'est déroulé au Gabon l'an dernier avait réuni vingt-cinq pays et trois organisations internationales — l'Union africaine (UA), la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Axé sur le partage de l'information parmi les États africains au moyen de réseaux de communication, l'exercice a mis en place des liens de communication avec les États-Unis, l'OTAN et d'autres pays partageant les mêmes objectifs en matière de stabilité, sécurité et durabilité pour la région. L'exercice « AFRICA ENDEAVOR 10 »,

prévu pour cet été au Ghana, devrait s'élargir et inclure la participation de trente pays africains.

#### Exercice « PHOENIX EXPRESS » en Afrique du Nord

Le « PHOENIX EXPRESS » est un exercice multinational de sécurité maritime dirigé par l'« U.S. NAVAF » (U.S. Navy pour la région Afrique). Il a pour thème l'interdiction, les communications et le partage de l'information maritimes. L'an dernier, l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie ont accru leur participation à l'exercice.

#### **Œuvrer avec des partenaires pour lutter contre les menaces transnationales et extrémistes**

Les défis transnationaux auxquels se confronte l'Afrique sont une menace pour les États-Unis, nos partenaires et nos alliés. Les menaces transnationales aggravent les circonstances difficiles dans lesquelles vivent les populations autochtones et compliquent les efforts visant à créer un environnement stable et sécuritaire favorable au développement. Nous menons des opérations, des programmes et des activités de renforcement de capacité pour affronter la menace de terrorisme, de piraterie, de trafic de stupéfiants et d'autres trafics illicites.

#### Efforts de lutte contre le terrorisme en Afrique du Nord et au Sahel – Opération

##### « ENDURING FREEDOM-TRANS SAHARA » (OEF-TS)

Le Commandement des forces spéciales des États-Unis en Afrique (SOCAFRICA) mène l'OEF-TS afin de lutter contre la menace de terrorisme en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. L'OEF-TS soutient le Partenariat pour la lutte contre le

terrorisme dans la région trans-saharienne (TSCTP), dirigé par le département d'État (DOS). Ce partenariat vise le renforcement des capacités de nos partenaires afin qu'ils refusent le refuge sécurisé aux terroristes, améliorent la sécurité des frontières, œuvrent en faveur de la gouvernance démocratique et confortent également les liens militaires régionaux et bilatéraux. Les activités de l'OEF-TS servent à combattre les organisations d'extrémisme violent à l'échelle de la région.

Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique collabore étroitement avec le DOS et les ambassades américaines pour garantir que nous procurons le soutien militaire nécessaire pour atteindre les objectifs du TSCTP. Ces derniers incluent les éléments majeurs suivants : les opérations de renseignement, la formation, le conseil et l'aide dans le cadre des activités, le renforcement des capacités en matière de renseignement, le développement de coalitions, les programmes d'exercices militaires, et le développement et la mise en place d'un réseau informatisé d'information au niveau régional. Toutes les activités de l'OEF-TS sont étroitement coordonnées par le département d'État et nos équipes de pays au sein des ambassades américaines.

Le Commandement des forces spéciales des États-Unis pour l'Afrique (SOCAFRICA), avec l'OEF-TS, a été très performant tout au long de l'année dernière. Des Équipes de soutien de l'information militaire ont appuyé les efforts diplomatiques du DOS visant à contrecarrer l'idéologie extrémiste en Mauritanie, au Niger, au Tchad et au Nigeria. L'OEF-TS a établi l'Interopérabilité des communications tactiques radio haute fréquence entre l'Algérie et le Niger, et des Équipes de formation mobile (MTT) ont formé de nouvelles compagnies d'infanterie légère de contre-terrorisme (CT) au Mali. Les MTT ont fait de même pour les unités de CT existantes en Tunisie, au Maroc, au

Nigeria et au Sénégal. Des étudiants de sept pays de l'OEF-TS ont reçu des cours portant sur le renseignement militaire. D'autre part, une centaine d'étudiants de quatre pays partenaires de l'OEF-TS ont assisté au cours pour les civils et les militaires offert dans le cadre du Symposium sur la sécurité au Trans-Sahara. En outre, les Éléments de soutien civil et militaire de l'OEF-TS ont terminé ou planifient soixante-dix neuf projets d'aide humanitaire.

Au cours de l'année dernière, les conditions politiques en Mauritanie nous ont permis de reprendre notre engagement avec ce pays, y compris nos efforts visant à constituer une compagnie de CT. Les forces de sécurité mauritanienne manquent de moyens pour subvenir elles-mêmes à leurs besoins de logistique lors des opérations. Notre contribution au développement de capacité en matière de logistique aidera les forces de sécurité de Mauritanie à envoyer des matériels et du personnel à leurs compagnies de CT en déploiement avancé, dont les opérations se déroulent à des centaines de kilomètres sur un territoire extrêmement rude. Grâce au soutien des États-Unis, la Mauritanie pourra aider les opérations de CT à l'intérieur de ses frontières et associées à d'autres forces régionales.

En Afrique de l'Ouest, nous nous appuyons sur notre travail au Mali, au Nigeria, au Sénégal et au Burkina Faso. Nos activités s'étendent de la formation et l'équipement des unités de CT spécialisées à l'amélioration des compétences en matière de renseignement et au partage de l'information afin de soutenir les efforts de lutte contre l'idéologie extrémiste dans la région. Nous œuvrons avec le Mali pour développer des compétences intermédiaires pour la maintenance et la réparation de véhicules, et l'amélioration des compétences de mobilité aérienne, du renseignement et de

reconnaissance. Ces deux programmes renforceront la capacité des forces de sécurité maliennes et leur permettront d'intervenir directement contre al-Qaeda au Maghreb islamique (AQIM).

### Efforts de contre-terrorisme en Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, la Force combinée pour la Corne d'Afrique (CJTF-HOA) du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique mène des opérations pour lutter contre les extrémistes violents à travers la région afin de protéger les intérêts des États-Unis et de la coalition. En coopération avec d'autres départements du gouvernement américain (USG), la CJTF-HOA oriente ses opérations vers le renforcement des capacités en matière de sécurité régionale pour combattre le terrorisme, refuser le refuge sécurisé et réduire le soutien aux organisations extrémistes violentes. Elle réalise ces objectifs par le biais d'Équipes d'affaires civiles, d'équipes de construction dirigées par des Seabees (Génie de l'« U.S. Navy »), de conseillers militaires et en proposant des cours portant sur la sécurité.

En Afrique de l'Est, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique a concentré la majorité de ses activités de renforcement des compétences en matière de contre-terrorisme (CT) au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti et en Ouganda, qui – en plus de la Somalie – sont les pays directement visés par les terroristes. Au Kenya, par exemple, le Commandement facilite actuellement la constitution d'une Force de frappe de Rangers et d'une Unité d'embarcations spéciales qui seront les principales forces de CT et de sécurité aux frontières du pays. Le SOCAFRICA a achevé l'entraînement de deux compagnies de la Force de frappe de Rangers kényane, et les efforts maritimes de nos Forces d'opérations spéciales (SOF) ont développé une nouvelle capacité en créant

l'Unité d'embarcations spéciales pour améliorer la sécurité maritime. Au terme de cette formation, le Kenya sera nettement plus à même de lutter contre la menace terroriste émanant de Somalie.

À Djibouti, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique contribue à l'entraînement de l'unité de contre-terrorisme djiboutienne, le Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale. Nous facilitons la réparation et le transfert à Djibouti de douze véhicules en provenance de l'Union africaine. Les véhicules sont adaptés aux opérations de contre-terrorisme et de sécurité des frontières.

La Force de défense populaire de l'Ouganda (UPDF) est l'une des forces militaires les plus professionnelles de la région. C'est un partenaire fiable dans la lutte contre le terrorisme qui, en collaboration avec des partenaires régionaux, dirige des opérations contre l'Armée de résistance du seigneur. La force de maintien de la paix de l'Ouganda a joué un rôle essentiel dans la mise en place du Gouvernement fédéral de transition (TFG) en Somalie. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique et la CJTF-HOA continuent à collaborer avec l'UPDF pour renforcer les compétences en matière de maintien de la paix et de CT (contre-terrorisme) par le biais d'un entraînement financé par la Formation et l'aide aux opérations d'intervention en Afrique (ACOTA), l'Éducation et les formations militaires internationales (IMET) et les Opérations de maintien de la paix (OMP).

### Programmes antidrogue

Nos programmes antidrogue permettent de former, d'équiper et de soutenir les unités des forces de l'ordre, les unités paramilitaires et militaires des pays partenaires qui ont des missions antidrogue et de lutte contre le narcoterrorisme. Ils renforcent la capacité

de nos partenaires pour leur permettre de mener un éventail complet d'activités antidrogue, comme le partage d'information, la détection de menaces, et l'interdiction et la saisie de vaisseaux.

La construction d'un centre de fusion multinational et inter-agences au Cap Vert, financé par notre Division antidrogue, a été un succès notable de l'an dernier. Ce centre rassemble des services américains responsables du maintien de l'ordre, la Police internationale, et des services responsables du maintien de l'ordre et des forces maritimes du Cap Vert. Les projets américains de Ventes militaires à l'étranger (FMS) procureront des vaisseaux. Notre composante navale, conjointement avec le Corps des Garde-côtes américain fournit la formation et la familiarisation en matière d'interdiction maritime. Le Bureau américain des stupéfiants, le département de la Justice et le département d'État contribuent aussi largement à cet effort. L'objectif vise à développer une force maritime au Cap Vert capable de détecter et d'interdire les trafiquants illicites, et d'échanger l'information cruciale en matière d'application de la loi avec les États-Unis et la communauté internationale.

#### Opération « OBJECTIVE VOICE » (OOV)

L'OOV recouvre les opérations du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique portant sur l'information visant à lutter contre l'extrémisme violent en tirant parti de moyens médiatiques afin d'encourager le public à dénoncer les idéologies extrémistes. L'OOV est étroitement coordonnée par les ambassades américaines, le département d'État et l'Agence américaine pour le développement international (USAID), et emploie diverses tribunes pour diffuser son message, telles que l'« African Web Initiative » (initiative pour le Web en Afrique), pour remettre en cause

les points de vue des groupes terroristes et procurer un forum permettant l'expression d'idées différentes. L'OOV appuie aussi les efforts locaux de vulgarisation pour encourager la paix, la tolérance et la compréhension. Parmi ces derniers figurent les 'jeux de la paix pour la jeunesse' au Mali et un projet de film dans la partie nord du Nigeria. Des observations empiriques semblent indiquer que l'amélioration du dialogue ait eu des retombées positives. Nous recueillons actuellement des données de référence et mettons au point des évaluations afin de quantifier les effets globaux.

### **Contribuer à la stabilité dans les zones actuelles de conflits**

Les efforts de renforcement des capacités en matière de sécurité inscrits dans la durée ne peuvent réellement porter leurs fruits que dans un environnement suffisamment stable. Les États-Unis appuient les efforts africains visant à stabiliser les zones actuelles et potentielles de conflit grâce à des missions de maintien de la paix et au développement d'une capacité solide en matière de maintien de la paix qui inclut la Force d'intervention en attente de l'Union africaine.

#### Au Soudan

Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique œuvre en étroite collaboration avec les parties prenantes du gouvernement américain pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie d'ensemble des États-Unis pour le Soudan. Dans le sud-Soudan, le Commandement soutient l'éducation militaire professionnelle et des programmes de développement pour les sous-officiers, des cours et des séminaires sur le VIH/Sida, ainsi que des exercices de familiarisation sur toutes les aptitudes militaires

professionnelles et pluridisciplinaires. En outre, nous cherchons un moyen de tirer parti de nos points forts et de nos ressources pour renforcer les missions des Nations Unies (ONU) déployées dans le pays, et pour continuer à soutenir les efforts de la Réforme du secteur de la sécurité dirigé par le département d'État.

### En Somalie

L'absence d'une autorité centrale de gouvernance efficace en Somalie pendant presque deux décennies a créé une multitude de conditions propices à la déstabilisation. Le pays est devenu vulnérable à l'exploitation des terroristes, et favorise un environnement laxiste pour la piraterie et d'autres activités illicites. Cette situation aggrave aussi une crise humanitaire sérieuse. La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), mission multilatérale, manque nettement de ressources, mais elle est essentielle pour défendre les sites clés du Gouvernement fédéral de transition (TFG). L'appui du gouvernement américain à l'AMISOM inclut la formation, la fourniture d'équipement et le soutien logistique des forces ougandaises et burundaises. Par ailleurs, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique envoie des militaires pour conseiller et guider les forces de l'AMISOM lors de l'entraînement avant déploiement dans le cadre de la Formation et aide aux opérations d'intervention en Afrique (ACOTA). Avant d'être déployés, l'état-major et les soldats de chaque bataillon reçoivent une formation et un entraînement sur des techniques adaptées aux besoins des Opérations de maintien de la paix et à l'environnement opérationnel en Somalie.

Nous apportons également notre soutien aux opérations du Commandement central des États-Unis pour faire face à l'accroissement de la piraterie dans la partie occidentale de l'océan Indien. La formation en matière de lutte contre la piraterie s'inscrit

aussi dans nos efforts de renforcement de capacité maritime en Afrique de l'Est et en Afrique australe, par exemple par le biais de la Base de partenariat pour l'Afrique (APS).

### Initiative d'opérations de paix globale (GPOI)

La GPOI est un programme du département d'État (DOS) qui renforce la capacité de maintien de la paix de pays partenaires et d'organisations ciblées. Le programme de Formation et d'aide aux opérations d'intervention en Afrique (ACOTA), financé par la GPOI, est appuyé régulièrement par le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique grâce à des officiers et des sous-officiers tenant un rôle de conseil et de guide. Pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), l'ACOTA a formé les forces ougandaises et burundaises et leur a fourni l'équipement nécessaire à leur mission. Pour la Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour (UNAMID), elle a entraîné les Forces rwandaises, sud-africaines, zambiennes et tanzaniennes.

Pour l'exercice budgétaire 2010, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique a demandé que le budget de la GPOI prenne en charge les programmes de formation visant à améliorer les compétences de l'état-major de maintien de la paix de l'Union africaine, celles de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et du Quartier général de la Brigade d'intervention en attente de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Nous avons aussi fait une demande de capitaux pour les unités tactiques des États membres désignés promises à leurs Brigades d'intervention en attente respectives.

## **Aborder les conditions contribuant à l'instabilité**

Les militaires américains possèdent nombre de programmes militaires qui favorisent les relations entre civils et militaires, offrent des formations militaires et contribuent au développement de la capacité humanitaire des pays africains. Ils accompagnent les efforts de développement civil et sont étroitement coordonnés par les équipes de pays des ambassades américaines.

### Exercice « MEDFLAG »

En août 2009, l'exercice « MEDFLAG 09 » fut mené avec la Force de défense d'Umbutfo Swaziland (USDF) comme exercice conjoint de compétences des domaines médical, dentaire et vétérinaire. L'« U.S. Army Afrique » et l'« U.S. Air Forces Afrique » avaient préparé un scénario mettant en scène un grand nombre de blessés. Dans ce contexte, les Forces de défense ont donc pu prouver leurs capacités d'intervention et leur interopérabilité avec les premiers intervenants civils. L'exercice a aidé les ministères de la Santé et de la Défense swazis à examiner ensemble leurs plans et procédures d'intervention en cas d'urgence. Le « MEDFLAG 09 » a permis d'améliorer la capacité du Swaziland à soutenir de futures missions régionales de l'Union africaine ou d'Opérations de maintien de la paix (OMP) de l'ONU, tout en mettant en évidence l'appui que nous apportons à cette région du continent.

### Programme de réponse à une pandémie

Du fait que les flambées de maladies infectieuses ont le potentiel de se transformer rapidement en crises de dimension mondiale, le Commandement militaire

des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique œuvre avec les pays africains partenaires, les diverses agences gouvernementales américaines et les organisations internationales, et les ONG (organisation non gouvernementale) afin de renforcer la capacité militaire des partenaires permettant d'atténuer les conséquences d'une pandémie. Nos efforts sont étayés par un budget sur trois ans provenant de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), qui collabore avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix rouge et du Croissant rouge (FICR).

Programme de lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine/ syndrome de l'immunodéficience acquise (VIH/SIDA)

Le programme militaire de lutte contre le VIH/Sida du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique vise à atténuer les impacts de la maladie sur la disponibilité opérationnelle des militaires africains. Le programme inclut des activités qui aident à prévenir l'augmentation du taux d'infection du VIH/Sida au sein des forces de sécurité africaines, et à fournir des soins et un traitement aux militaires et aux membres de leurs familles infectés ou touchés par la maladie. Le département de la Défense (DOD) qui conforte la lutte contre le VIH/Sida des militaires africains, œuvre désormais dans trente neuf pays d'Afrique. Au cours de la première moitié de l'exercice budgétaire 2009, les programmes du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique atteignaient 117.000 troupes africaines et membres de leurs familles à l'aide de messages de prévention et fournissaient des services de conseil et de diagnostic à 114.430 militaires et aux membres de leurs familles. D'autre part, cent onze hauts responsables militaires ont reçu une formation sur la politique à mener pour le VIH/Sida, et 2.396 pairs éducateurs et 517 membres du personnel de santé ont reçu une formation sur le VIH/Sida.

Grâce à ces efforts collaboratifs, plus de 19.000 personnes suivent un traitement antirétroviral. La lutte contre le VIH/Sida en Afrique a des retombées. Récemment, un notable d'un pays d'Afrique du Sud a observé qu'il y a trois ans, il conduisait des enterrements tous les jours pour un décès lié au VIH. Aujourd'hui il dit n'assister à des funérailles que tous les huit ou dix jours.

#### Exercice « SHARED ACCORD », Bénin

Dans la mesure du possible, nous intégrons des opérations civiles et militaires à nos exercices. Le « SHARED ACCORD » en est un exemple. Mené par l'« U.S. Marine Corps Forces Afrique » (MARFORAF), le premier objectif de « SHARED ACCORD » est l'entraînement pour les opérations de maintien de la paix et d'appui de la paix. L'exercice a réussi à assurer la cohérence interne de deux Compagnies d'infanterie béninoises et de deux Compagnies d'infanterie du « Marine Corps ». L'exercice comportait une composante supplémentaire, le Programme d'action civique médicale/dentaire, qui a permis de traiter 7.370 patients dans trois villages sur une période de huit jours. Un programme distinct d'Action civique vétérinaire a soigné 92.410 animaux dans sept villages au cours de la même période. Par ailleurs, dans le cadre de l'exercice, un projet de construction visant à renforcer la capacité des Béninois à diriger la formation sur le maintien de la paix au Centre de formation au maintien de la paix de Bembereke, a été également mené à bonne fin.

### **COMPOSANTES DU COMMANDEMENT MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS**

#### **D'AMÉRIQUE ET COMMANDEMENTS SUBORDONNÉS**

Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique comprend quatre composantes, un commandement subordonné unifié et la Force militaire combinée pour la Corne d'Afrique. Nos composantes ont été établies récemment et ont hérité d'efforts anciens qu'elles doivent adapter à la stratégie du Commandement. Les composantes et les commandements subordonnés du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique sont les principaux exécuteurs de nos programmes et de nos activités sur le continent. Étant donné qu'aucune force n'est affectée à nos composantes, nous avons recours au processus de Demande de forces auprès du département de la Défense pour les ressources nécessaires au soutien de nos engagements en Afrique.

#### **« U.S. Army Afrique » (USARAF)**

Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, le Secrétaire de l'armée a désigné l'« U.S. Army Afrique » pour servir de Composante de l'armée de terre (ASCC) auprès du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique. L'USARAF aura une capacité opérationnelle totale (FOC) en tant qu'ASCC au cours de l'exercice budgétaire 2012. Elle a doublé de taille au cours des quinze derniers mois. L'intervention de l'USARAF est considérable au sein du développement professionnel des forces terrestres africaines, qui restent la force militaire dominante dans la plupart des États africains. L'objectif de l'USARAF est d'aider à transformer les forces terrestres de nos partenaires en contributrices de paix et de stabilité, avec les compétences et les moyens requis pour accomplir leurs missions d'appui à l'autorité légitime.

L'USARAF continue à établir des relations coopératives et des partenariats durables qui contribuent au développement d'une capacité africaine autonome en matière de sécurité. Sa collaboration avec des partenaires militaires et non militaires est essentielle au succès de l'USARAF. Cette composante encourage la formation de nouveaux partenariats et conforte ceux qui existent déjà, incluant des partenariats avec d'autres agences du gouvernement américain.

L'USARAF a parrainé « NATURAL FIRE », l'exercice le plus important qui s'est déroulé sur le continent l'an dernier. Il a réuni des forces américaines d'Europe et des États-Unis avec des forces en provenance de cinq pays africains dans le cadre d'un entraînement portant sur l'aide humanitaire/ le secours aux sinistrés en Ouganda.

#### **« U.S. Naval Forces, Afrique » (NAVAF)**

La mission principale de la NAVAF est d'améliorer les moyens et la capacité maritimes de nos partenaires africains. Outre la Base de partenariat pour l'Afrique (APS), des opérations d'application de la loi et des activités de coopération en matière de sécurité sur le terrain, la NAVAF œuvre pour améliorer la sécurité maritime en s'attachant au développement de la sensibilisation au domaine maritime, de la formation de professionnels, de l'infrastructure maritime, des compétences d'intervention, de l'intégration régionale et d'une approche globale à la planification et l'exécution. Ces compétences amélioreront la sécurité maritime et contribuent au développement et à la stabilité en permettant à nos partenaires de tirer parti des ressources au sein de leurs zones économiques exclusives.

La NAVAF, basée à Naples, Italie, appuie la création d'un environnement où tous les pays africains s'intéressent à leur propre sécurité maritime et à la sécurité globale de

la région dans une optique prévoyante. La NAVAF utilise des activités d'engagement maritime pour établir la confiance, la coopération mutuelle et le respect afin de protéger les intérêts américains, réduire la demande en ressources américaines et garantir un accès ouvert et fiable aux ports, aux eaux territoriales et aux autres ressources nécessaires pour mener des opérations maritimes durables.

#### **« U.S. Air Forces, Afrique » (AFAFRICA/17AF)**

La 17<sup>e</sup> Force aérienne est la composante de l'« U.S. Air Force » auprès du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique. L'AFAFRICA poursuit et accroît sa mission de commandement et de contrôle des forces aériennes en Afrique dans le but de mener des engagements et des opérations de sécurité, et d'encourager le développement, la sûreté et la sécurité aériennes.

L'AFAFRICA comprend un état-major des Forces de l'« Air Force » (AFFOR) et le 617<sup>e</sup> Centre des opérations de l'air et de l'espace (AOC). L'état-major de l'AFAFRICA a atteint sa capacité opérationnelle totale (FOC) le 1<sup>er</sup> octobre 2009. Il est prévu que le 617<sup>e</sup> AOC atteigne la sienne le 1<sup>er</sup> juin 2010. L'AOC procure des moyens de commandement et de contrôle aériens continus pour tous les exercices et des activités d'engagement de coopération en matière de sécurité sur le terrain. Il prend aussi part à des opérations d'intervention en cas de crise, telles que les opérations d'aide humanitaire à l'étranger et d'évacuation de non-combattants. Dans l'avenir, l'AOC reflètera les opérations communes des missions aériennes et spatiales à l'échelle du continent. Attaché à la Base aérienne de Ramstein, Allemagne, le commandement, doté d'un effectif de trois cents personnes, est affecté sur le plan administratif à l'« United States Air Forces Europe » pour le soutien financier du département de la Défense. L'AFAFRICA rend

directement compte au Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique pour les tâches et le soutien opérationnels interarmées.

L'un des programmes clés de l'AFAFRICA est le programme de sûreté et de sécurité du domaine aérien (ADSS). C'est un programme à long terme de l'« Air Force » qui fait autorité. Il bénéficie d'un budget de 2,6 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2010. Celui-ci devrait augmenter à hauteur de 3,1 millions de dollars pour l'exercice budgétaire de 2011. L'AFAFRICA étendra l'ADSS de manière considérable en 2010, en utilisant des forces aériennes polyvalentes et en œuvrant avec les départements et les agences du gouvernement américain et d'autres partenaires, afin de développer la capacité africaine à fournir des solutions en matière de sûreté et sécurité aériennes aux domaines aériens civils et militaires. Des discussions avec le Rwanda, l'Ouganda, le Nigeria et le Ghana sont en cours, et aboutiront à l'établissement d'une représentation commune de la situation aérienne régionale.

#### **« U.S. Marine Corps Forces, Afrique » (MARFORAF)**

La MARFORAF, basée à Stuttgart, Allemagne, mène des opérations, des exercices, de la formation et des activités de coopération en matière de sécurité dans toute la zone de responsabilité (AOR) du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique. En 2009, la MARFORAF a participé à quinze missions de la Formation et d'aide aux opérations d'intervention en Afrique (ACOTA), visant à améliorer les compétences des partenaires pour qu'ils puissent procurer un soutien logistique, employer la police militaire et commander et contrôler les forces déployées. En tant qu'agent exécutif du Programme des armes non meurtrières, la MARFORAF a mené avec succès un exercice de compétence en présence de onze pays africains. Cet exercice

mettait en évidence un large éventail d'armes pouvant limiter l'escalade de la force et permettant au commandant d'être plus apte à maîtriser la situation sans utiliser une force meurtrière.

En 2009, la MARFORAF a organisé des événements de militaires à militaires conçus pour familiariser les partenaires africains avec la majorité des facettes des opérations et procédures militaires, incluant l'utilisation de véhicules aériens sans pilote, les tactiques et les compétences médicales. En tant que composante principale, la MARFORAF continue à mener l'exercice « AFRICAN LION » au Maroc – l'Exercice annuel combiné des Chefs d'état-major des armées (CJCS) le plus important ayant lieu sur le continent africain – ainsi que l'exercice « SHARED ACCORD 10 », qui sera le premier exercice CJCS mené en Mozambique.

### **Commandement des forces spéciales des États-Unis pour l'Afrique (SOCAFRICA)**

Le 1<sup>er</sup> octobre 2008, le SOCAFRICA fut mis en place en tant que Commandement fonctionnel sous-unifié des opérations spéciales (SOF) pour le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique. Le SOCAFRICA est regroupé avec le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique à Kelley Barracks, Stuttgart, Allemagne.

De même, le 1<sup>er</sup> octobre 2008 le SOCAFRICA a assumé la responsabilité du Commandement et de l'Élément de contrôle des opérations spéciales pour la Corne d'Afrique, et le 15 mai 2009, le SOCAFRICA s'est chargé de la Force militaire des opérations spéciales (SOF) – Trans-Sahara (JSOTF-TS), la composante des opérations spéciales d' « Enduring Freedom » - Trans-Sahara (OEF-TS).

Les objectifs du SOCAFRICA visent à renforcer la capacité opérationnelle, à accroître la capacité et les initiatives en matière de sécurité régionale, à mettre en place des stratégies de communication efficaces appuyant les objectifs stratégiques, et à éliminer les organisations extrémistes violentes et leurs réseaux connexes. Les forces du SOCAFRICA œuvrent en étroite collaboration avec les équipes de pays des ambassades américaines et avec les partenaires africains. Elles peuvent ainsi maintenir une présence restreinte, mais soutenue, à travers l’Afrique, surtout dans les régions de l’OEF-TS et de la CJTF-HOA. La présence permanente des SOF du SOCAFRICA est une ressource précieuse favorisant les efforts du gouvernement américain pour combattre les groupes extrémistes violents et pour renforcer la capacité en matière de contre-terrorisme (CT) des pays partenaires.

### **Force militaire combinée pour la Corne d’Afrique (CJTF-HOA)**

En Afrique de l’Est et centrale, la CJTF-HOA est essentielle aux efforts du Commandement militaire des États-Unis d’Amérique pour l’Afrique afin de développer la capacité en matière de lutte contre les extrémistes violents et de faire face à d’autres défis régionaux posés à la sécurité. Sa mission — combattre l’extrémisme violent — ainsi que l’endroit où elle est basée, le Camp Lemonnier, sont d’une extrême importance, étant donnée la menace grandissante dans la région d’al-Qaeda et d’al-Chabab en Somalie, et d’al-Qaeda au Yémen. Pour contrer les influences extrémistes, la CJTF-HOA œuvre pour atteindre plusieurs objectifs :

*Favoriser la coopération en matière de sécurité régionale* : la CJTF-HOA travaille en étroite collaboration avec les membres de la coalition, les partenaires africains, d’autres départements et agences du gouvernement américain et des ONG

opérant dans la zone d'opérations interarmées. La CJTF-HOA encourage la coopération en matière de sécurité régionale grâce au soutien de la Force de maintien de la paix d'Afrique de l'Est, du Centre international de formation au maintien de la paix, de l'École de soutien humanitaire pour la paix, de la Formation et aide aux opérations d'intervention en Afrique (ACOTA), de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est, et des exercices régionaux de préparation en cas de catastrophes en Afrique de l'Est, « NATURAL FIRE » et « GOLDEN SPEAR ».

*Renforcer la capacité en matière de sécurité des pays partenaires* : les opérations conjointes civiles et militaires, les activités et les programmes de développement offrent au Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique des moyens divers pour renforcer la capacité des partenaires en matière de sécurité. Des équipes des Affaires civiles (CA) aident nos partenaires à encourager la légitimité de leurs gouvernements et de leurs forces militaires. Coordinées avec l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le département d'État (DOS), les activités menées dans le cadre des affaires civiles permettent d'atténuer les tensions sous-jacentes qui contribuent à l'instabilité régionale. La CJTF-HOA renforce aussi la capacité des partenaires en matière de sécurité en soutenant la Base de partenariat pour l'Afrique (APS), en offrant la possibilité aux militaires des pays africains partenaires de travailler en étroite collaboration avec nos Équipes des CA, en développant la capacité et les compétences en matière de sûreté et sécurité maritimes/ lutte contre la piraterie, et en donnant l'occasion aux officiers de liaison africains de servir au sein de l'état-major de la CJTF-HOA.

L'appui de la CJTF-HOA aux efforts de Djibouti dans le cadre de la formation des soldats somaliens du Gouvernement fédéral de transition (TFG) et du soutien à l'Exercice de formation sur le terrain de la Force d'intervention en attente d'Afrique de l'Est a accru la capacité de Djibouti à assumer un rôle plus important afin de favoriser la paix dans la Corne d'Afrique.

### **AIDES INDISPENSABLES AU COMMANDEMENT : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS**

L'envergure et la portée des programmes et des activités du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique sont substantielles et de plus en plus importantes. Notre aptitude à faire progresser de manière continue nos objectifs à long terme en Afrique est fonction de plusieurs facteurs qui favorisent nos efforts. Certains, comme les contraintes des autorisations nous posent des difficultés lorsque nous cherchons de l'aide. D'autres, comme la cohérence inter-agences, nous présentent des débouchés de croissance et de développement pour des programmes nouveaux ou améliorés que nous souhaitons maintenir.

#### **Autorisations**

Maintenir les programmes et les activités à long terme de coopération en matière de sécurité en Afrique requiert des autorisations flexibles sur plusieurs années. Les autorisations existantes sont conçues pour soutenir des activités ponctuelles à court terme ou des programmes à long terme, mais elles n'accompagnent pas la transition du celui-là à celui-ci. D'autre part, elles ne sont pas suffisamment réactives à l'évolution des conditions, comme lorsque les efforts en matière de formation et d'équipement lancés

pour intervenir face à de nouvelles menaces mettent en évidence le besoin d'un renforcement de capacité à long terme.

Les autorisations et les programmes que nous utilisons actuellement pour renforcer la capacité des pays partenaires sont essentiels, et je vous demande un appui soutenu dans les domaines suivants :

- le soutien sans réserve de la demande de budget du président pour le programme global de formation et d'équipement,
- le soutien de la demande du département d'État pour les programmes prévus en Afrique,
- le soutien du « Combatant Commander's Initiative Fund », en l'assortissant d'une flexibilité accrue pour l'éducation et les activités de formation militaires.

Nous encourageons le dialogue sur les moyens de simplifier ou de modifier les autorisations afin de favoriser un engagement soutenu en matière de sécurité avec nos partenaires africains. Ces efforts peuvent s'étendre de programmes de formation et d'équipement qui s'adaptent rapidement aux conditions en évolution, à des programmes de renforcement de capacité au long terme de partenaires, particulièrement pour combattre l'extrémisme violent.

### **Conditions requises pour l'infrastructure et les dispositifs sur le terrain**

Les dispositifs du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique sont l'héritage des trois commandements précédents qui exerçaient autrefois la responsabilité du département de la Défense (DOD) pour l'Afrique. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique, en étroite coopération avec le département d'État (DOS), évalue et précise ses besoins d'accès d'après les conditions à

l'échelle du théâtre des opérations. Ces exigences sont surtout axées sur l'obtention et le maintien de l'accès, et sur la liberté de circulation nécessaire dans le cadre d'activités quotidiennes de coopération en matière de sécurité et, si nécessaire, des opérations d'intervention en cas de crise. Nous collaborons avec nos composantes, le Bureau du Secrétaire de la Défense et le DOS, pour localiser le réseau de Sites de sécurité coopérative (CSL) et déterminer les accords nécessaires qui permettront au Commandement d'exécuter ces activités. Actuellement, dix CSL ont été désignés, dont huit avaient été établis précédemment par le Commandement américain pour l'Europe et le Commandement central des États-Unis. Le plan du Commandement en termes de dispositifs et le schéma directeur des installations sont établis en fonction de l'évolution de nos exigences en matière de soutien.

Bases d'opérations avancées (FOS) et Emplacements de sécurité coopérative (CSL) dans la zone de responsabilité du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique

Le Camp Lemonnier à Djibouti (CLDJ) est un site déjà en place essentiel aux intérêts américains en matière de sécurité en Afrique de l'Est et dans le grand bassin de l'océan Indien. Cette installation soutient les efforts déployés dans le Golfe d'Aden ainsi que les objectifs du Commandement central des États-Unis pour le Yémen. Le fait qu'il soit regroupé avec l'aéroport de Djibouti et situé à proximité du port de Djibouti fait du CLDJ un site idéal pour soutenir les opérations du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique à l'échelle de la région. Un élément tout aussi important est la capacité du Camp en tant que plate-forme clé, à soutenir le réseau d'infrastructure des transports du département de la Défense (DOD). Le Camp Lemonnier appuie aussi

nos partenaires internationaux lorsque nous œuvrons ensemble pour combattre la piraterie dans la région.

Le CLDJ va passer prochainement d'un statut de base de circonstance à celui d'une base stable s'inscrivant dans la durée, grâce à la construction d'installations permanentes financées par un programme de construction militaire faisant autorité. La première phase des projets améliorera la sûreté et la sécurité. Les phases suivantes amélioreront la capacité permettant de soutenir les opérations.

La seconde de nos deux bases d'opérations avancées (FOS), l'île de l'Ascension, est aussi cruciale au réseau de transport stratégique en soutien du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique — élargissant notre portée opérationnelle vers l'Ouest et vers le Sud de l'Afrique. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique collabore avec le Commandement américain chargé des transports pour développer l'infrastructure de cette FOS, afin qu'elle procure un soutien plus important à la mission du Commandement.

#### Infrastructure sur le parcours, hors de la zone de responsabilité du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique

Outre l'infrastructure de transport située à l'intérieur de notre zone de responsabilité (AOR), le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique continue à dépendre de l'infrastructure des commandements adjacents et des bases opérationnelles principales de Rota (Espagne), de Sigonella (Italie), d'Aruba (Petites Antilles), de Souda Bay (Grèce) et de Ramstein (Allemagne) pour le soutien logistique. Bien que ces sites se trouvent dans des zones géographiques sous la

responsabilité d'autres commandements combattants, ils représentent des plate-formes intermédiaires importantes pour soutenir les opérations en Afrique.

#### Infrastructure du commandement, du contrôle, des communications et du système informatique (C4)

Les observations ci-dessus entraînent des exigences d'investissement important pour le développement des moyens C4 de nos emplacements stables — le Camp Lemonnier, les FOS, les CSL et les emplacements sur le parcours en dehors de la zone de responsabilité. La superficie du continent africain et les forces restreintes du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique requièrent un besoin C4 stable, satisfait par des moyens commerciaux limités ou par des réseaux tactiques déployés. La migration et l'amélioration de l'ancien système C4, ainsi que les réseaux tactiques permettant d'aboutir à une infrastructure robuste et durable, resteront un investissement prioritaire pour le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique.

#### **Ressources**

La hauteur du budget prévu pour les programmes régis par le département d'État disponible pour l'Afrique a augmenté depuis la création du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique, et nous demandons un financement continu pour nous permettre de poursuivre en tous points les aspects de la défense énoncés parmi les priorités par le président. Les pays situés dans notre zone de responsabilité sont parmi les plus pauvres du monde. Nombre de leurs forces militaires ne reçoivent ni l'entraînement, ni l'équipement appropriés et ne sont pas suffisamment préparées pour leurs missions

importantes. Les déplacements du personnel et de l'équipement militaires américains et africains pour répondre aux nouvelles menaces, mener des activités de renforcement de capacité et intervenir en cas de crises, dépendent largement des transports militaires aériens et maritimes des États-Unis.

Le financement de tous les programmes dirigés par le département d'État est nécessaire pour aider nos partenaires à maintenir la stabilité propice au développement, tout en les aidant à transformer leurs secteurs de sécurité. Les besoins les plus urgents incluent les programmes suivants :

#### Financement du Programme de Financement militaire pour l'étranger (FMF)

Le montant total des demandes de FMF pour l'Afrique pour l'exercice budgétaire 2011 s'élève à environ 38 millions de dollars, dont 14 millions de dollars sont alloués à la Tunisie et au Maroc. Si nous voulons réaliser nos objectifs stratégiques et éviter des conséquences indésirables à long terme, nous devons financer entièrement notre engagement FMF envers le continent africain. Le FMF est essentiel pour accomplir la mission des États-Unis en Afrique et constitue un investissement à long terme pour conforter des relations cruciales. Un budget insuffisant par rapport à notre demande FMF, ou une répartition irrégulière de celui-ci d'une année sur l'autre peut compromettre nos efforts, pousser nos partenaires à chercher d'autres sources d'investissement et freiner les opérations de maintien de la paix. Le FMF est indispensable à notre stratégie de prévention plutôt que celle d'une réponse réactive.

#### Financement des exercices

Une composante clé de notre renforcement de capacité est notre programme d'Exercice combiné interarmées. Ce programme est mené sous les auspices du programme de l'Exercice combiné des Chefs d'état-major des armées (CJCS), et dépend du financement provenant du programme « Combatant Commander's Exercise and Engagement and Training Transformation » (CE2T2). Au fur et à mesure que notre commandement parvient à maturité et que notre programme d'exercices s'élargit pour répondre aux besoins de la disponibilité opérationnelle des forces américaines et des militaires partenaires, le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique demandera des fonds CE2T2 supplémentaires. Nous sollicitons votre appui continu de la demande du département pour le programme « Combatant Commander's Exercise and Engagement and Training Transformation ».

#### Financement des efforts de lutte contre les stupéfiants

Les recettes provenant de la vente illicite de stupéfiants transbordés à travers l'Afrique profitent directement aux mêmes cartels de drogue qui distribuent résolument des stupéfiants dans les rues aux États-Unis. L'influence des narcodollars dans les pays en développement engendre la corruption et l'instabilité, qui sont susceptibles de menacer la disponibilité des ressources naturelles africaines si importantes pour l'économie américaine et mondiale. Mettre fin au flux des stupéfiants qui traversent l'Afrique relève directement de la sécurité nationale américaine, et nous vous demandons instamment d'apporter un soutien sans réserve à ce programme.

#### **Intégration et contribution inter-agences**

La structure du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique est basée sur le principe que l'intégration des partenaires d'autres agences conduit à une meilleure planification et à un effort plus unifié de la part de toutes les parties prenantes du gouvernement américain. Comme nous l'avons mentionné dans ce rapport, nos intérêts nationaux ont bénéficié d'une collaboration inter-agences au sein du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique. Nos efforts collectifs ont produit des résultats positifs importants dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité, de la professionnalisation militaire, du maintien de la paix, de l'aide humanitaire, de la préparation en cas de catastrophe, des programmes d'intervention en cas de pandémie, de la lutte contre les stupéfiants et du contre-terrorisme.

Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique œuvre pour améliorer et accroître la cohérence interne des partenaires inter-agences. Il existe actuellement, un protocole d'accord entre le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique et onze départements et agences. L'intégration récente de l'« U.S. Geological Survey » (Institut géologique des États-Unis), du département de l'Énergie, du département de l'Agriculture, du département de l'Intérieur et de l'administration de la Sécurité des transports offre de nouveaux débouchés.

Un sondage interne récent et détaillé a permis de discerner les difficultés accompagnant l'incorporation au Commandement de personnel provenant d'autres agences. Par conséquent, des initiatives sont mises en œuvre pour aborder les questions de formation, de planification collaborative d'exercice et de l'éducation du personnel du département de la Défense sur les moyens de coopérer entre agences. Nous comprenons

que d'autres agences du gouvernement américain aient des obligations et des objectifs différents, et que la coopération entre agences soit à double sens. Dans tout ce que nous entreprenons, nous cherchons à garantir que les programmes et les actions de ce Commandement appuient la politique générale des États-Unis pour l'Afrique. Nous continuons à veiller avec diligence afin que la participation inter-agences avec le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique soit avantageuse pour tous les participants, et particulièrement pour nos intérêts nationaux.

Les augmentations de financement pour les programmes liés à la défense doivent s'accompagner de ressources adéquates pour les programmes parallèles portant sur la diplomatie et le développement. Un budget suffisant pour le Partenariat pour la lutte contre le terrorisme dans la région trans-saharienne (TSCTP) favorisera les efforts des agences civiles visant à aider nos partenaires à créer et soutenir des conditions propices à la lutte contre l'extrémisme violent. Nous encourageons le Congrès à soutenir l'intégralité des efforts du gouvernement américain en termes de diplomatie, de développement et de défense.

### **Programmes liés à la qualité de la vie**

Notre Bureau de la Qualité de vie (QOL) encourage l'accessibilité, l'équité et une meilleure qualité de vie grâce à des services et des programmes destinés à la grande famille du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique. Pour nous aider à déterminer les domaines d'intérêt de la QOL, des conférences portant sur les « Familles du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique vivant sur le continent » sont organisées. Elles ont pour objectif d'aborder les difficultés auxquelles sont confrontées ces familles. Afin d'aider les membres de nos équipes et

leurs familles à résoudre les problèmes liés aux déploiements et à d'autres changements intervenant au sein des familles, nous avons mis en place le Programme de conseil sur la vie militaire et familiale. En ce qui concerne l'éducation, notre partenariat avec l'Activité éducation du département de la Défense et avec les Écoles pour les personnes à charge, Europe, du département de la Défense, nous garantit le soutien éducationnel de tous les membres du Commandement. Le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique poursuivra et élargira ses initiatives au cours de l'exercice budgétaire 2011.

Le Commandement continuera à évaluer l'environnement à l'échelle du théâtre des opérations afin de discerner les défis nouveaux et exceptionnellement délicats dans le domaine de la qualité de la vie. Nous conforterons nos partenariats stratégiques afin de tirer parti des bonnes pratiques et de collaborer à des solutions visant à atténuer ou résoudre les problèmes liés à ce domaine. Nous continuons à nous concentrer sur les membres du Commandement et leurs familles, à la fois sur le continent et hors de celui-ci, afin de veiller à ce que leur qualité de vie reste une priorité et reçoive les crédits appropriés.

### **CONCLUSION**

La priorité du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique est de mener des programmes de coopération en matière de sécurité et des opérations militaires qui soient performants et durables, afin de défendre et protéger les intérêts des États-Unis en Afrique. Nos programmes aident nos partenaires africains à assumer un rôle toujours croissant face aux préoccupations en matière de sécurité du continent et des pays insulaires qui l'entourent. En nous attachant au renforcement à long

terme des capacités, nous mettons en œuvre une stratégie de prévention qui sert les intérêts des États-Unis, de nos partenaires africains et de nos alliés.

Les États-Unis obtiennent les plus grands effets lorsque toutes les agences du gouvernement américain œuvrent en collaboration pour appliquer les outils de diplomatie, de développement et de défense permettant de réaliser nos objectifs en matière de sécurité nationale. Le Congrès peut moderniser l'approche de notre pays envers les nouveaux défis qui ont apparu au cours de la première décennie de ce nouveau siècle en soutenant le financement et le développement plus approfondi des autres départements et agences du gouvernement américain avec lesquels nous nous associons et que nous soutenons. La révision des autorisations d'aide en matière de sécurité permettra à toutes les agences qui contribuent à notre politique étrangère et à notre sécurité nationale d'unifier au mieux nos efforts, et d'assurer que nous prenons de l'avance sur les menaces transnationales qui ne respectent pas les limites de la loi.

Je suis reconnaissant au Congrès pour son soutien extraordinaire au Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique. Votre dévouement aux hommes et aux femmes du département de la Défense et d'autres départements et agences du gouvernement américain affectés au Commandement contribuera à protéger et à soutenir les intérêts des États-Unis. C'est avec fierté que je sers avec ces Américains dévoués auprès du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique.

**[www.africom.mil](http://www.africom.mil)**

